REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 21 au 27 mars 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Projet PSP : sécurité portuaire.....2
- Sept tentatives d'immigration illicite échouent
- Madagascar fait partie des neufs pays bénéficiaires

1.2 Sécurité maritime.....4
- Comment l'Inde devient une force pour le bien dans l'océan Indien occidental
- Successful cutlass Express highlights key role of Seychelles-based RCOC

2. Centres d'Intérêts

2.1 Connectivité numérique.....7
- Connectivité internet : T3, le 3e câble sous-marin de fibre optique lancé par MT

2.2 Changement climatique.....8
- Changement climatique : l'urgent appel à l'action

2.3 Pêche.....9
- Pisciculture : des formations gratuites vers une auto-suffisance alimentaire

2.4 Environnement 10
- Sustainable development: Seychelles applauds historic UN high seas treaty

2.5 Coopération.....11
- Plan-Cadre des Nations Unies pour le Développement Durable Le gouvernement et le Snu-Comores signent le Plan de travail annuel 2023

2.6 Economie.....12
- Le prix de l'électricité a augmenté de 15% en février

L'Express DE MADAGASCAR

TRANSPORT MARITIME

Sept tentatives d'immigration illicite échouent

Le dernier drame de ceux qui voulaient rallier Mayotte par la mer a fait couler beaucoup d'encre et de larmes. Jean Edmond Randrianantenaina, directeur général de l'Agence portuaire maritime et fluviale apporte des bouées de sauvetage.

NE pas chercher des excuses. Ni fuir ses responsabilités. Suite au drame en pleine mer du côté d'Ankazomborona et de Nosy Faly qui a tué et fait disparaître de candidats à l'immigration clandestine vers Mayotte. Mais plutôt de faire la part des choses. C'est l'attitude adoptée hier à son bureau par Jean Edmond Randrinantenaina, directeur général de l'Agence portuaire maritime et fluviale, APMF. « *En ce qui concerne la sécurité portuaire et la sûreté de la navigation, les rôles de l'APMF consistent à la surveillance et au contrôle des départs, avant embarquement, et des arrivées, après débarquement, dans les dix-huit ports officiels. Dont sept ont les qualifications internationales. Quand ces filtres deviennent imperméables, les actes illicites se font ailleurs. Il faudra y remédier. Mais des résultats ont été obtenus par une vigilance accrue. Sept tentatives d'envoi de passagers vers l'extérieur par la mer, d'une manière frauduleuse, ont échoué. Soit arrêtée, soit interceptée* », soutient-il.

Il a quand même admis que l'aspect social et économique, dans ces tragédies, ne sont pas à négliger. « *La recherche d'un mieux-être sous d'autres cieux, le refus de l'octroi d'un visa par la voie légale, sont autant de raisons pour tenter l'aventure qui tourne souvent à la déconfiture* ».



PHOTO : FOURNIE

Vidur Ramdin et Jean Edmond Randrianantenaina prônent la coopération régionale pour lutter contre les trafics maritimes en tout genre.

Mais pour une meilleure efficacité dans cette lutte de longue haleine, Jean Edmond Randrianantenaina suggère « une collecte et une exploitation des renseignements entre les entités concernées. Comme la police et la gendarmerie nationales pour la sécurisation à l'intérieur du pays, l'Administration douanière concernant les transactions commerciales, le Centre de surveillance de pêches pour ce qui relève de ses compétences.

Envoi non-autorisé

La synergie des actions entre ces diverses entités peut garantir une réussite dans ce conflit contre une organisation criminelle bien rodée. Nous avons su, par exemple, que les malheureuses victimes d'Ankazomborona ont été rassemblées dans trois endroits différents, avec trois dates d'embarcation, avant le départ fatal. Les enquêtes se poursuivent avec deux suspects. Le propriétaire de la vedette rapide et le skipper aux manettes au moment du naufrage mortel».

Pour Jean Edmond Randrianantenaina, il s'agit d'un phénomène qui n'est pas propre à Madagascar. « *Vous êtes au fait de ce qui se passe dans la mer méditerranéenne où des immigrés venus du nord de l'Afrique essaient de rejoindre les pays limitrophes de l'Europe. Avec plus ou moins de réussite* ».

Il se félicite alors que Madagascar « soit parmi les bénéficiaires du Programme sécurité portuaire et sûreté en mer ou PSP, avec l'Angola, les Comores, le Kenya, l'île Maurice, les Seychelles, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, et la Tanzanie. Par cette initiative, financée par l'Union européenne à hauteur de 28 millions de dollars, mise en œuvre par la Commission de l'océan Indien, avec les interventions d'Interpol, l'Organisation maritime internationale, et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, plusieurs responsables malgaches, à travers des ateliers de haut niveau, ont pu renforcer leurs compétences et leurs capacités. Que ce soit des agents de la douane, des policiers, des gendarmes et même des procureurs. Ces apports ont contribué à la réduction des ces actes criminels. Pas plus tard que le week-end, la douane a découvert un essai d'envoi non-autorisé de poissons vers Mayotte ». Vidur Ramdin, responsable de communication du PSP, a abondé dans le même sens. Ceci étant, l'APMF est attendue ainsi sur la marée haute des polémiques à n'en plus finir.

Eric Ranjalahy

midimadagasikara
Premier Quotidien National d'Information de Madagascar

Programme PSP.

Madagascar fait partie des neuf pays bénéficiaires

Le programme PSP ou programme sur la sécurité portuaire et la sûreté de la navigation est un programme pour l'Afrique australe, l'Afrique orientale et l'Océan Indien, étalé sur une période de quatre ans, soit entre 2019-2023.

« Il est financé par l'Union européenne à hauteur de 28 millions d'euros. La Commission de l'Océan Indien (COI) se charge de sa coordination tandis que l'Organisation Maritime Internationale (OMI), l'INTERPOL et l'ONUDC (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime), assurent conjointement sa mise en œuvre. Madagascar fait partie des neuf pays bénéficiaires. L'objectif vise à renforcer la sécurité et la sûreté maritime dans la région Afrique Australe, Afrique Orientale et Océan Indien », a fait savoir Yogeshvar Vidur Ramdin, Chargé de communication de la COI, dans le cadre de cette conférence de presse avec l'APMF. *« Plusieurs formations ont été dispensées depuis 2021 et 2022 au profit de 1 719 participants en tout à Madagascar. Ce renforcement de capacité concerne notamment la révision de la législation maritime, la sécurité en mer et la gestion des incidents. D'autres modules de formation ont également été prodigués par l'OMI et l'INTERPOL à l'endroit de près de 500 acteurs »*, a-t-il poursuivi.

Approche régionale. Face au problème de collecte et d'exploitation des renseignements, *« le programme PSP apporte son soutien à la Grande île en organisant des modules de formation à l'endroit des entités en charge de la surveillance des ports et des frontières. Il s'agit d'un renforcement de capacité des acteurs issus de ces différentes entités en vue d'améliorer la surveillance maritime par le biais du renforcement de la maîtrise de collectes et de l'exploitation des renseignements surtout au niveau terrestre. Cette formation qui sera dispensée en partenariat avec l'INTERPOL a déjà démarré depuis 2022 et se poursuivra cette année. Près de 150 acteurs issus de la Douane, de la gendarmerie et de la police nationale en bénéficieront en tout. Les zones priorisées seront entre Antsiranana et Mahajanga et entre Vohémar et Toamasina. En effet, ce sont des zones à risque pour les trafics de drogue et des passagers clandestins »*, a enchaîné le directeur général de l'APMF, Jean Edmond Randrianantenaina. Le résultat attendu est de pouvoir développer un mécanisme régional de partage d'information et d'échange de données sur les cargaisons et les passagers. En effet, *« la surveillance maritime ne se limite pas au niveau national car elle a également une portée régionale puisque les problèmes que rencontre Madagascar surviennent également dans les autres pays de la région. Une approche régionale de la prise en charge de la sécurité maritime et de la sûreté de navigation s'impose ainsi »*, a-t-il souligné.

Toujours dans le cadre de la mise en œuvre du programme PSP à Madagascar, une exposition de photos sur les ports et les activités portuaires sera organisée prochainement à Mahajanga. Des conférences-débats sur la participation des femmes dans les activités portuaires ainsi que sur les problématiques portuaires, y auront également lieu.

Navalona R.

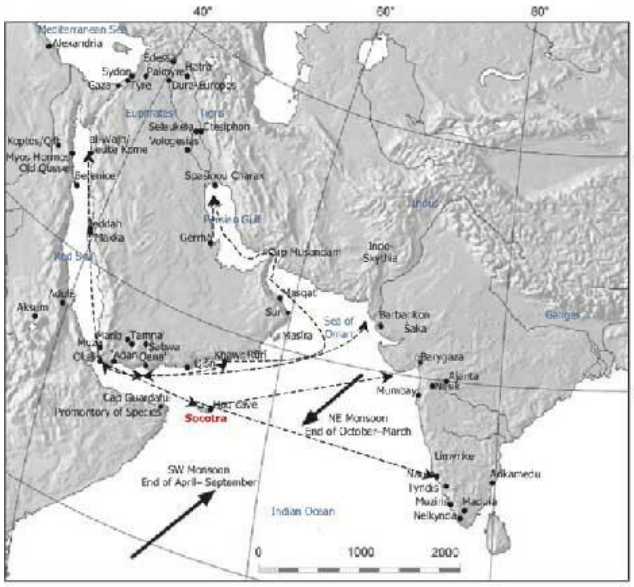


« Une approche régionale de la prise en charge de la sécurité maritime s'impose », selon le DG de l'APMF, Jean Edmond Randrianantenaina.

Voir la Version électronique :

- Programme PSP : Madagascar fait partie des neuf pays bénéficiaires (midi-madagasikara.mg)

Comment l'Inde devient une force pour le bien dans l'océan Indien occidental



Carte de l'océan Indien occidental, avec les routes indiquées par le Périple. Avec l'aimable autorisation de Mikhaïl Boukharine

L'océan Indien occidental (WIO) est un théâtre stratégique souvent négligé dans la région indo-pacifique. La région est définie comme celle située entre l'Égypte, l'Afrique du Sud et la côte ouest de l'Inde. Pour l'Inde, l'OIO est une sous-région importante de l'Indo-Pacifique. Il relie l'Inde à l'Asie occidentale et à l'Afrique. La sécurité commerciale, énergétique et économique de l'Inde dépend des voies de communication maritimes (SLOC) qui traversent l'OIO.

La puissance militaire croissante de l'Inde est projetée dans cette région, comme en témoignent des activités telles que les opérations de lutte contre la piraterie, les efforts d'assistance humanitaire et de secours en cas de catastrophe (HADR) et diverses formes de programmes de renforcement des capacités. La marine indienne est un acteur régulier des affaires stratégiques de cette région et considère l'OIO comme une « zone d'intérêt primordial ». Elle a contribué à la sécurité maritime de la région et se considère comme le « partenaire de sécurité privilégié » des pays de la région.

Deux développements récents soulignent davantage l'empreinte stratégique croissante de l'Inde dans l'OIO. Premièrement, au cours de la dernière semaine de février, le Centre indien de fusion d'informations de la région de l'océan Indien (IFC-IOR) et le Centre régional des opérations de coordination (RCOC) aux Seychelles ont signé un protocole d'accord. Le protocole d'accord "vise à promouvoir la collaboration entre les deux centres

en vue d'améliorer la connaissance du domaine maritime, le partage d'informations et le développement de l'expertise".

IFC-IOR, depuis sa création en 2018, cherche à renforcer la sécurité maritime dans l'IOR. Le centre accueille des agents de liaison de 12 pays dont certains de l'OIO et facilite les efforts de collaboration. L'IFC-IOR est devenue une institution clé dans la stratégie évolutive de l'Inde pour l'océan Indien. Le RCOC aux Seychelles fait partie de l'architecture de sécurité maritime de l'OIO. La Commission de l'océan Indien, un groupe de cinq pays francophones du sud-ouest de l'océan Indien, soutient le RCOC. Par ailleurs, le RCOC travaille en étroite collaboration avec le Centre Régional de Fusion d'Informations Maritimes (CRMIF) qui est basé à Madagascar. Le protocole d'accord entre l'IFC-IOR et le RCOC est susceptible de "renforcer la confiance" et d'améliorer "la synergie entre les centres en vue de renforcer la sécurité et la sûreté maritimes collaboratives dans la région de l'océan Indien".
Suite de l'article

Marine Security

Successful Cutlass Express highlights key role of Seychelles-based RCOC

by A.K. Laporte & D Dufresne

In any conversation about the marine security of the Indian Ocean, the names that are most likely to feature are the United States, the UK, the European Union and China and India.

Only those in the know will mention the presence and role of the RCOC (Regional Centre for Operational Coordination) which is not only based in Seychelles, but is run by a Seychellois.

The Seychelles-based centre spearheads some of the largest military exercises of the region, and pulls together the leading Western nations under the command of Capt. Sam Gontier.

The recent successful Cutlass Express exercise between the United States and the Seychelles military is one of the initiatives which the RCOC oversees, quite apart from the odd hauls of drugs passing through its waters of jurisdiction.

Needless to say, knowing Seychelles' role in the multinational endeavour certainly would make Seychellois proud and RCOC is touted as playing an instrumental role in coordinating the Cutlass Express regional exercise led by the United States Naval Forces



• *Cpt. Gontier, RCOC Director*



• *Cutlas Express 23 closing ceremony*

Continued on page 3

Successful Cutlass Express highlights key role of Seychelles-based RCOC

Continued from page 1



• *Souvenir Photo*

Africa.

The RCOC is one of the two centres that form part of a maritime security architecture for the Western Indian Ocean region, the other being based in Madagascar and goes by the name of RMIFC.

The MASE programme

Capt. Gontier, Director of the RCOC details some of what the centre and the MASE Programme are all about during a high-level onsite visit on Thursday.

He mentioned the MASE agreement and programme that regroup seven countries, with seven more waiting to join.

The RCOC Director said, "Members of the MASE programme are responsible for 14,000,000km2 of ocean space in which they patrol. Additionally, there are 28,000,000km2 of ocean covering for information sharing."

A big component of the RCOC and MASE are focused on issues to do with IOU fishing, human trafficking, illegal migration, and other issues unique to the Indian Ocean region.

These, among others, require cooperation and coordination between Seychelles, Madagascar, Mauritius, the US, the EU, Canada and others. It is chiefly accomplished through the participation of their respective naval and air forces.

On Thursday, the newly accredited Canadian High Commissioner to Seychelles, Kyle Nunas; the British High Commissioner, Patrick Lynch, and the United States Counsellor and Special Advisor to Seychelles, Jim Donegan visited the Regional Centre for Operational Coordination (RCOC) facility.

Cpt. Gontier spoke of how incredible Seychelles' contribution has been to the programme. "We sponsored this building that houses the centre. Seychelles continues to help the development of the programme as it grows. As it stands now, it's like an iceberg, meaning with time it will grow and reveal more."

Lack of Publicity

The only setback Gontier talked about was publicity, and he wishes that the general public knew more about what they do and how it is run. For example, funding is with help from the EU through the MASE programme.

The delegation of high foreign officials was chiefly in the country for the Cutlass Express exercise.

As mentioned, the Cutlass exercise, having just finished its 13th edition serves as a concrete demonstration of what the RCOC is all about.

Nunas notes nothing but good feedback regarding the Cutlass Express, and emphasised on the two-way exchange between Canada and Seychelles.

HC Lynch said that despite Great Britain not having a vessel in the region, "[...] we put a lot of effort in Cutlass Express". The Deputy High Commisser said talked about the importance of the exercise, and the RCOC being on sharing information effectively.

As for the US counterpart, Donegan reiterated his nation's support to ensure maritime security in the region. He said: "The purpose of Cutlass Express is to address the problems in the maritime region here collectively, with all countries involved putting together their assets, intelligence and capabilities, to address these increasing security threats".

7th Day Adventists give back to the community

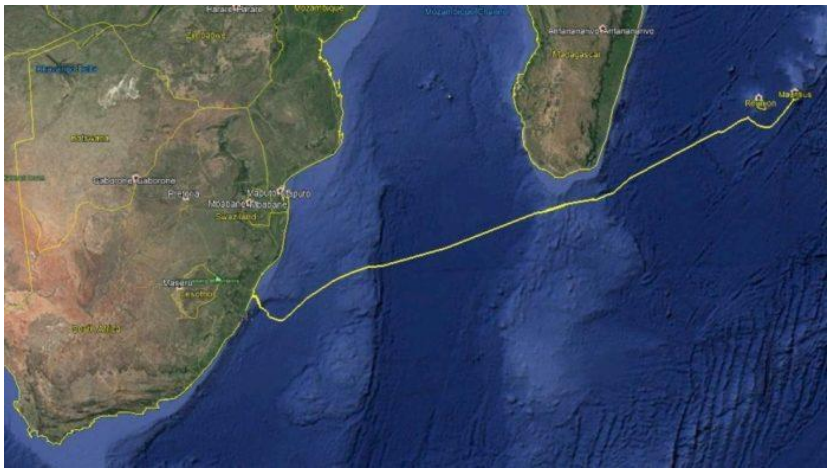
Continued from page 1

It was Pastor Abel who handed over the items to SI Jessica Bonne and her team.

SI Bonne said: "On behalf of my colleagues, we appreciate the token. The community often does not see the hard work that we provide, and sometimes we are criticised. Today, the SDA has proven the contrary." she said.

Pastor Abel added that the SDA youths every year try to give back to the community, and the police officers deserved to be loved and respected.

Connectivité internet : T3, le 3e câble sous-marin de fibre optique lancé par MT



Mauritius Telecom (MT) renforce sa connectivité internet très haut débit avec la mise en place de son troisième câble sous-marin de la dernière technologie, le câble T3. L'atterrissement du câble T3 a eu lieu vendredi. Le navire câblier *CS Teliri* a connecté une première extrémité du câble à la station d'atterrissement se trouvant dans le sud de l'île, à Baie-du-Jacotet. Long de 3 200 km, le câble, doté une capacité de 18 térabits par seconde et d'une durée de vie de 25 ans, connectera Maurice à l'Afrique du Sud dans un premier temps. Sa mise en opération est prévue pour fin 2023.

Les câbles sous-marins sont de véritables atouts dans le développement économique d'un pays. Au niveau mondial, 98% du trafic internet international transite à travers des câbles sous-marins. Opérant déjà deux câbles sous-marins à fibre optique, SAFE (South Africa Far East) et LION, mis en service en 2002 et en 2009 respectivement, MT a investi dans un troisième câble, T3, afin de diversifier ses routes numériques et ainsi sécuriser son accès aux autoroutes de l'information.

Kapil Reesaul, CEO de MT, fait ressortir que « l'économie numérique mauricienne a des besoins croissants en connectivité haut débit. Avec l'adoption rapide d'applications et de services tels que le cloud computing, les objets connectés, le video streaming et autres, il était essentiel pour Mauritius Telecom de mettre en place les infrastructures et la capacité requises. D'où cet investissement stratégique dans un câble sous-marin reliant Maurice à l'Afrique du Sud dans un premier temps. »

Changement climatique : l'urgent appel à l'action

Le lundi 20 mars en Suisse, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a rendu public un résumé de son 6e rapport d'évaluation. Document de référence d'une trentaine de pages, ce « rapport des rapports » rappelle l'urgence pour la communauté internationale de prendre des mesures concrètes en cette décennie pour lutter contre le changement climatique afin de sauvegarder notre planète. Et notre avenir.

Les 10 pays les plus touchés par les tempêtes pour la période 2000-2019 (Nations unies)





Suite de l'article

Pisciculture : des formations gratuites vers une autosuffisance alimentaire



La pisciculture, avenir de la sécurité alimentaire.

Madagascar est considéré comme la quatrième île du monde par sa superficie et la plus vaste de l'océan Indien occidental (OIO). Ceci dit, que le concept de l'économie bleue joue un rôle important pour le développement de la Grande Ile, même si la grande majorité des habitants se consacre naturellement à l'agriculture.
Plusieurs zones de Madagascar sont réputées dans le monde entier pour la pisciculture, comme le cas de Mahajanga par les élevages de crevettes. Pour cette raison, que le Ministère de la pêche et de l'économie bleue propose des formations gratuites pour renforcer la pisciculture. Cette dernière est considérée comme un secteur en pleine expansion dans le pays, bien que sa contribution économique reste relativement modeste. Selon les données du ministère, la production de poissons d'élevage s'est élevée à environ 3 500 tonnes en 2020, soit une augmentation de plus de 20% par rapport à l'année précédente.
Selon les données disponibles, le secteur de la pisciculture emploie environ 6 000 personnes, principalement dans les régions d'Analamanga, de Haute Matsiatra, d'Amoron'i Mania et d'Atsinanana. La plupart des fermes piscicoles sont des petites exploitations familiales, qui se concentrent sur l'élevage de tilapia, de carpe, de poisson-chat et de truite. D'où le but de cette formation est de mobiliser et d'aider les acteurs vers une amélioration de l'approvisionnement alimentaire dans l'avenir. **Suite de l'article**

Lire aussi :

- Seychelles' Blue Investment Fund issues first large-scale loan to Ocean Basket - Seychelles News Agency

Sustainable development: Seychelles applauds historic UN high seas treaty

By: **Betymie Bonnelame**



The Seychelles' delegation at the negotiations. (IISDENB Mike Muzurakis Team)

Seychelles and other developing countries will have the same right to access and benefit from resources found in the high seas through a new United Nations high seas agreement.

Member states of the UN agreed on a text for the setting up of an international legally binding instrument under the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS) at the fifth intergovernmental conference of the Biodiversity Beyond National Jurisdiction (BBNJ) in New York on March 4 in New York,

Marie-May Jeremie, the chief executive of the Seychelles Conservation and Climate Adaptation Trust (SeyCCAT), who was part of the Seychelles delegation, told SNA on Friday that "for the first time there is a mechanism that is being established to preserve what we call 'high seas,' which for us are the places outside our EEZ [Exclusive Economic Zone]."

She said that the BBNJ will allow Seychelles and other countries to consider putting in place protected areas on the high seas.

The **BBNJ Treaty**, also called the **Treaty of the High Seas**, is an international agreement that aims to preserve and sustainably use the marine biodiversity of areas beyond national jurisdiction. This includes the high seas, which are outside of countries' exclusive economic zones and make up nearly half of the Earth's surface.

Suite de l'article

Lire aussi :

- **https://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/un-projet-de-gestion-de-d%C3%A9chets-chimiques-a-%C3%A9t%C3%A9-lanc%C3%A9-%C3%A0-moh%C3%A9li-.html**
- https://imazpress.com/actus-reunion/trois-bassins-plantation-dindigenes-et-endemiques-pour-la-reconstitution-dune-foret
- https://midi-madagasikara.mg/2023/03/27/aires-protegees-precurseurs-de-changement-vers-une-croissance-economique-durable/

Plan-Cadre des Nations Unies pour le Développement I Durable Le gouvernement et le Snu-Comores signent le Plan de travail annuel 2023

Chamsoudine Said Mhadji



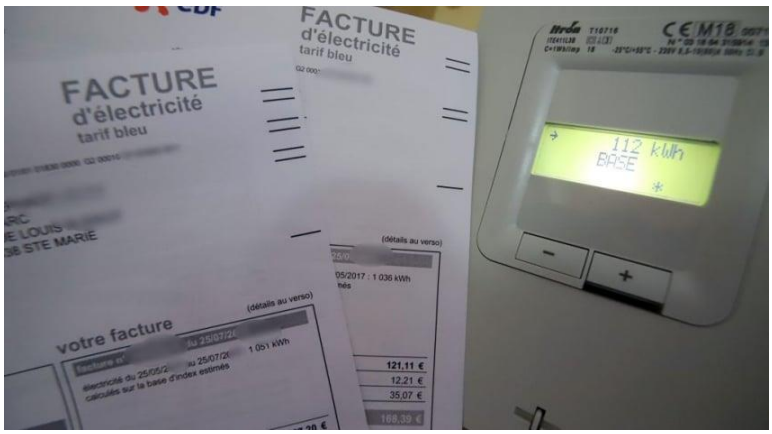
Le ministre des Affaires étrangères et le coordonnateur du Système des Nations unies (Snu) aux Comores ont formalisé le Plan de travail annuel (Pta) 2023. Le coordonnateur François Batalingaya a annoncé «qu'en 2023, les ressources disponibles s'élèvent à 36 millions de dollars pour la mise en œuvre du Pta. Environ 9 millions de dollars restent à mobiliser pour couvrir totalement les besoins de financement estimé à 45 millions de dollars».

Le comité de pilotage du cadre de coopération des Nations unies pour le développement durable (2022-2026) a tenu, mercredi 23 mars au ministère des Affaires étrangères, sa réunion annuelle, bouclée par la signature du Plan de travail annuel (Pta) 2023. La rencontre a été co-présidée par le ministre Dhoihir Dhoulkamal et le coordonnateur résident du Système des Nations Unies (Snu) en Union des Comores, François Batalingaya. Le chef de la diplomatie comorienne a annoncé que «le plan de travail annuel 2023 qui intègre les 4 piliers du plan-cadre qui définit notre action, représente près de 45 millions de dollars américains, soit environ 20,778 milliards de francs comoriens, et cadrent bien avec les orientations stratégiques de notre comité de pilotage».

Le ministre a ajouté que les deux parties devraient conjuguer leurs efforts pour la relance des activités de développement économique. «Nous devons conjuguer nos efforts pour la relance de nos activités de développement économiques. Le gouvernement comorien, sous l'éclairage du président Azali Assoumani, ne ménagera aucun effort afin de mobiliser activement les partenaires bilatéraux et multilatéraux, pour faire des Comores un pays émergent à l'horizon 2030». **Suite de l'article**

Le prix de l'électricité a augmenté de 15% en février

INFLATION. Portée par le prix de l'électricité, le hausse des prix dans le budget des ménages réunionnais s'élève à 0,4 % pour le mois dernier.



ÉTUDE. L'Insee a dévoilé hier son indice des prix à la consommation à La Réunion, pour le mois de février. Premier constat, la baisse de 0,7% en janvier a laissé place à une hausse des prix dans le budget des ménages réunionnais de 0,4 % le mois dernier. Si cette dernière touche tous les secteurs de consommation, les tarifs de l'énergie enregistrent la plus forte hausse, à hauteur de 5% en février. Une augmentation entraînée par la hausse de 15 % de l'électricité, mais également des produits pétroliers de 0,4%, elle-même tirée par la hausse du prix de l'essence de 2,4%.

D'ailleurs, en un an, le constat est le même à La Réunion : la hausse des prix de l'énergie s'élève à 12,7%, contre 14,1% au niveau national, et à l'exception du prix de la bouteille de gaz qui, tarifée à 15%, entraîné un recul du prix du gaz de 26%, comparé à février 2022. Dans le même temps, l'Insee montre que les prix de l'alimentaire poursuivent leur hausse (+ 0,8%), après une croissance de 0,9% en janvier et de 1% en décembre 2022.
Cette augmentation est, selon l'Insee, portée par "l'augmentation des prix de l'alimentation de 0,7 % qui constitue l'essentiel du panier de consommation alimentaire" des ménages péi. D'autre part, après une baisse considérable en janvier (-1,8%), les prix des services augmentent de 0,4 % en février.
En revanche, les produits manufacturés diminuent considérablement en février de 1,2 %, notamment du fait des soldes où les prix de l'habillement et des chaussures reculent sensiblement. Enfin, sur un an, à La Réunion, les prix augmentent de 4,2 %, soit moins qu'en France (+6,3%). Depuis septembre 2022, l'augmentation des prix sur un an est plus modérée à La Réunion qu'en France.